nir l'équilibre entre le prolétariat et la bourgeoisie, en s'appuyant sur les partis dits « communistes », en essayant d'augmenter leur influence *dans le cadre de la société bourgeoise*, tout en étranglant la révolution partout où elle aurait pu aboutir à une victoire (Allemagne, Chine, Espagne). Mais, ici aussi, ce sont les conditions objectives du capitalisme pourrissant et non pas les visées particulières de la bureaucratie qui ont déterminé le cours des événements. Le résultat de la politique opportuniste suivie par les partis communistes sur l'ordre de Staline ne fut pas du tout leur intégration dans des régimes de « démocratie bourgeoise », où ils auraient pu exercer un chantage permanent, mais au contraire la *disparition* de ces régimes et l'écrasement des partis « communistes » par le fascisme, qui triomphait sur tout le continent.

Enfin, en Russie même, la politique de la bureaucratie oscilla constamment entre un renforcement objectif du prolétariat et un renforcement de la paysannerie. L'industrialisation lui fut imposée par la menace des koulaks de liquider rapidement les conquêtes de la révolution d'octobre, qui constituent les bases des privilèges de la bureaucratie. Mais au lieu de produire des conditions de plus en plus favorables à l'établissement d'un régime égalitaire, l'industrialisation a abouti, suite à la pression de la bureaucratie dans tous les secteurs de la vie sociale, à une différenciation et à une croissance monstreuse de l'inégalité. Au-dessus d'un prolétariat qui se renforçait numériquement, mais qui était soumis à une dictature policière féroce et divisé intérieurement par la politique consciente de la bureaucratie; au-dessus de la nouvelle aristocratie qui était formée dans les kolkhoses, dans l'industrie et dans l'appareil d'Etat, qui s'était enrichie, mais qui n'avait ni la cohésion intérieure ni la puissance sociale pour s'élever en tant que classe possédante, la clique stalinienne trônait et se maintenait en frappant tantôt à gauche, et tantôt à droite.

### La guerre a brouillé les cartes

La guerre a soumis la politique stalinienne d'équilibre à une rude épreuve. Gagner la guerre, maintenir l'existence de l'U.R.S.S., devint la principale préoccupation. Sur le plan international, il fallait éliminer l'impérialisme allemand, quitte à renforcer « les alliés » anglo-américains. Sur le plan intérieur, il fallait renforcer à tout prix le nationalisme et la caste dirigeante dans l'armée. Sur le plan des partis « communistes », il s'agissait également de tout sacrifier, afin de terminer victorieusement la « guerre des démocraties contre le fascisme ». Cela impliquait la dissolution du Komintern et la transformation, pendant la guerre, des P.C. en agences chauvines au service de la bourgeoisie « nationale ».

Mais cette politique de la bureaucratie, loin d'œuvrer au maintien des différents équilibres sur lesquels repose son existence, a en général accéléré leur rupture. L'équilibre inter-impérialiste est définitivement brisé. L'impérialisme américain émerge de la guerre comme l'unique puissance réellement renforcée, qui entraîne dans son sillage l'impérialisme britannique, la seule autre puissance qui reste plus ou moins indépendante. L'équilibre en U.R.S.S. même est rompu également, la pression de la caste militaire, des paysans millionnaires et des directeurs de trusts sur l'appareil dirigeant s'accentue de plus en plus et provoque une véritable crise (2). Enfin, la politique de conciliation sociale et de capitulation devant la bourgeoisie suivie par les différents partis ouvriers n'a pas empêché la montée révolutionnaire mondiale du prolétariat et des masses coloniales de mettre en danger de mort l'existence même du capitalisme mondial.

Voilà la situation à laquelle devait faire face, dès 1944, la bureaucratie soviétique. Essentiellement différente de toutes les situations que la bureaucratie a connues dans le passé, elle inspira à la bureaucratie une politique essentiellement différente. Ce fut la politique dite de Yalta, celle qui est en train de sombrer à l'heure actuelle.

## II. - La Politique de Yalta

### « L'explication théorique »

Le 4 janvier 1944, Earl Browder, secrétaire général du P.C. des Etats-Unis, prononçait un grand discours devant le Comité Central de son parti. Dans ce discours, il déclarait ce qui suit:

> *La déclaration de Téhéran, la cohabitation pacifique entre le capitalisme et le socialisme est le seul espoir pour la continuité de la civilisation à notre époque. Voilà pourquoi je peux... en faire le point de départ de toutes mes considérations concernant les problèmes de notre pays et du monde* (3).

Et quelle était la nature de ces « considérations »?

> *Je renonce au mot d'ordre politique « classe contre classe » en tant que critère des groupements politiques pour la période immédiate. Si Georges Morgan soutient la coalition anglo-soviéto-américaine, s'il est prêt à se solidariser avec elle, je suis prêt, en tant que communiste, à lui tendre la main sur ce point et à lutter avec lui pour sa réalisation.* Les différences de classe et les groupements politiques n'ont maintenant aucune importance, *sauf les cas où ils reflètent tel ou tel autre aspect du problème en question. Or, si l'on veut caractériser le système capitaliste existant aux Etats-Unis comme système de la liberté de l'initiative privée, pour notre part, nous ne trouvons rien à y objecter, et nous déclarons ouvertement que nous sommes prêts à collaborer pour assurer le fonctionnement efficace de ce régime capitaliste (4).*

Cette position n'était nullement quelque chose d'isolé ou de caractéristique pour les seuls Etats-Unis. En janvier 1944, William Rust, éditeur du *Daily Worker*, l'organe du P.C. anglais, écrivait qu'il soutenait complètement la position de Browder, basée sur les décisions de Téhéran (5).

En juillet 1945, le dirigeant du P.C. hollandais, Paul de Groot, déclarait que « ceux qui prétendent que puisque le capitalisme subsiste, nous devons nous attendre tôt ou tard à de nouvelles crises économiques, au chômage, etc., sont ou bien des ignorants qui ne tiennent pas compte des conditions nouvelles, ou bien des trotskystes ». Un autre dirigeant du P.C. hollandais, P. van Doorn, écrivait encore en août 1945 que pour les communistes hollandais, « les intérêts de la patrie priment tout » et qu'ils « *défendaient ces intérêts sans réserves et sans arrière-pensée* » (6).

Cette position théorique reçut la consécration la plus solennelle au moment même où elle était en train de sombrer. Dans son adresse aux peuples soviétiques, en août 1945, au moment où la guerre avait pris fin, Staline déclarait: « Cette guerre fut une guerre libératrice de tous les peuples envahis par les agresseurs fascistes... La défaite des puissances agressives de l'Axe élimine définitivement tout danger de guerre » (7).

Il faut reconnaître que seul Browder tirait les conclusions logiques de sa position, puisqu'il faisait dissoudre le P.C. américain. Le destin des « décisions de Téhéran » était certes enviable. Elles avaient réussi à neutraliser dans le cerveau de ces « spécialistes du marxisme-léninisme » tous les effets de 20 années d'éducation socialiste scientifique.

### L'application pratique : la politique des zones d'influence stabilisées

Avant même d'être « expliquée » théoriquement, la politique nouvelle de « cohabitation pacifique entre le capitalisme et le socialisme » fut appliquée sur tous les plans par la bureaucratie. Sur le plan des relations internationales, elle aboutit aux accords de Téhéran, de Yalta et de Potsdam, à la fixation des sphères d'influence réciproques entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme britannique en Europe et au Proche-Orient, outre l'U.R.S.S. et l'impérialisme américain en Extrême-Orient. Staline « reçut » ainsi « sa » part de la Pologne, « sa » part du butin en Extrême-Orient, ainsi que l'hégémonie dans la plupart des pays balkaniques. L'Angleterre reçut l'hégémonie dans les pays méditerranéens, surtout en Grèce et en Italie. Les Etats-Unis reçurent pratiquement la main libre en Extrême-Orient.

Il ne faut pas dire que Staline n'a pas appliqué ces accords avec beaucoup de bonne volonté. Churchill pouvait assassiner en toute liberté les masses grecques, pas une voix ne s'élevait à Moscou: « L'accord de Téhéran » avait attribué la Grèce à la Grande-Bretagne. En accord avec les décisions de Potsdam, la bureaucratie commença par établir, dans sa zone d'ocupation en Allemagne, un régime « libéral », qui fit l'admiration des observateurs anglo-saxons eux-mêmes. « Pendant toute une période », écrit la revue socialiste anglaise de gauche *Tribune* du 1-3-46, « la situation dans la zone orientale et occidentale en Allemagne était l'opposé de ce qu'elle est actuellement. Dans l'ouest, les partis politiques ne furent pas autorisés, la presse était sévèrement contrôlée et censurée, d'un point de vue politique comme d'un point de vue de sécurité. Dans la zone russe, au contraire, la réapparition des partis politiques démocratiques était encouragée et ils reçurent des facilités pour leur développement libre et leur activité. »

« L'esprit de Yalta » trouvait son expression la plus complète dans la formation de gouvernements de coalition dans tous les pays occupés par l'Armée Rouge: si la « co-habitation pacifique entre le socialisme et le capitalisme » est possible à l'échelle mondiale, elle devait l'être certainement aussi dans le cadre d'un pays. C'est ainsi que Staline se figurait les premières années de l'après-guerre, pendant lesquelles l'U.R.S.S. travaillerait d'arrache-pied à sa reconstruction économique. En vue de cette reconstruction, cela était clairement spécifié par « l'esprit de Yalta », la Russie avait le droit de se « dédommager » sur le dos des différents pays occupés. Et des envoyés américains plus ou moins officieux laissaient même sous-entendre à Staline que, le cas échéant, les Américains donneraient, sous forme d'un crédit important, un « coup de main » à la reconstruction de la Russie.

### L'application pratique : la politique de « production d'abord »

Les différents partis « communistes » se lancèrent également tous, avec un bel enthousiasme et une belle unanimité, dans la « politique de Yalta ». Leurs représentants devinrent des ministres royaux en Roumanie, en Italie et en Belgique, et des ministres de la République dans une demi-douzaine de pays. Ils s'engagèrent de toutes leurs forces à reconstruire l'Etat capitaliste, en supprimant tous les noyaux de double pouvoir qui subsistaient depuis la « libération », en engageant les ouvriers à « produire d'abord », sans revendiquer pour le moment des salaires plus élevés. Comme Browder l'exprimait sous une forme bien définie: « *Par conséquent (c'est-à-dire en conséquence de la politique de Téhéran) la politique des marxistes (!) aux Etats-Unis doit consister à tenir compte, avec tout l'esprit réaliste nécessaire, de la perspective de la reconstruction capitaliste des Etats-Unis après la guerre, à apprécier tous les plans en partant de cette perspective, et à collaborer activement avec la majorité la plus démocratique et la plus progressive dans le pays, en luttant pour une unité nationale suffisamment vaste et efficace...* » (8)

Les différents partis « communistes » appliquèrent d'ailleurs « l'esprit de Yalta » à la politique coloniale de leur bourgeoisie réciproque. « La Hollande doit continuer à jouer un rôle en Extrême-Orient », déclarait le dirigeant stalinien Paul de Groot (9). « *L'intérêt des peuples colonisés est de lier leur sort à celui du peuple français.* » C'est pourquoi les communistes de ces pays luttent pour l'union avec le peuple français », déclare la revue « théorique » du P.C. français (10), tandis que la presse du parti évitait, des mois durant, toute allusion à la campagne de brigandage impérialiste du gouvernement de Gaulle, entreprise en Indo-Chine. « Vivre et laisser vivre chacun dans sa sphère », n'était-ce pas l'essence même de « l'esprit de Yalta »? (11).

### L'esprit de Yalta et la situation intérieure en URSS

L'application d'une politique analogue à l'intérieur de la Russie conduisit à une consécration et à une stabilisation des privilèges spéciaux, que la caste militaire avait patiemment accumulés pendant quatre années. Le système du commandement unique fut maintenu. L'avalanche des « ordres » et décorations ensevelit les généraux soviétiques sous une pluie d'or. Des décrets fixent la permanence des privilèges, même pour les officiers ayant quitté l'armée. Ils reçoivent des facilités spéciales dans toutes les sphères de la vie. La différenciation de solde, qui dépasse celle qui existe dans les pays capitalistes, s'acompagne d'une réintroduction des ordonnances personnels, de la séparation de cantine, de logement et de traitement alimentaire. Les officiers gardent des droits qu'ils avaient reçus au moment des batailles les plus lourdes de conséquences, et qui étaient interprétés à ce moment comme mesures transitoires: ainsi le droit de punir eux-mêmes des soldats, sans passer par des tribunaux militaires, de faire fusiller sur-le-champ des déserteurs arrêtés,